



SECTION



CANTAL

Adresse du site web de la section du Cantal : <http://www.fo-dgfip-sd.fr/015/>

Boîte mél de la section : fo.ddfip15@dgfip.finances.gouv.fr

Comité Technique Local du 04/10/2016

REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION :

M. JOUVE
M. PAILLET
M. RAYMON
Mme GIGUET
M. GARBUNOW
Mme JBIRANE

Mme BONNET Martine assure le secrétariat

REPRESENTANTS DU PERSONNEL :

M. MOISSINAC (FO)
M. DEJOU (FO)
Mme BOURGADE (FO)
M. ANTONY (FO)
M. HINDERSCHID (CGT)
M. BRUN (CGT)
Mme BESSON-BRILLANT (CGT)
M. LAROUSSINIE (Solidaires)
M. SERRE (Solidaires)

En préambule à ce CTL, nous avons effectué la déclaration liminaire ci-dessous :

« Monsieur le Président,

A l'ordre du jour de ce CTL, figure entre autres votre Programme Annuel de Prévention. Si vous admettez enfin que le principal risque pour nos services découle de l'insuffisance des effectifs, les mesures de prévention proposées ne sont pas mises en œuvre. Vous proposez ainsi d'affecter des agents dans les postes en souffrance. Mais alors, que répondez-vous à nos collègues du CDIF, du SIP d'Aurillac, des Trésoreries d'Aurillac Ville, Chaudes-Aigues, Laroquebrou ou Saint Martin Valmeroux ... pour ne citer qu'eux, qui ne voient personne arriver ? Aujourd'hui, ce sont bien toutes les structures du département qui souffrent d'effectifs insuffisants, et ce n'est pas les nouvelles 1815 suppressions d'ETPT (Equivalents Temps Plein Travaillé) prévues en 2017 annoncées ces derniers jours qui vont nous rassurer !

Pour accompagner le tout, l'exécution du budget de fonctionnement 2016, à l'ordre du jour de ce CTL, confirme que notre budget est insuffisant. Avec un déficit prévisionnel de plus de 10 %, on comprend mieux les restrictions que nous vivons au quotidien par exemple sur le matériel de reprographie, le mobilier ou les frais de déplacement.

Les réformes de structure à venir que nous contestons (PCRP, SPFE, Service d'Appui au Réseau, Retenue à la source) vont se mener ainsi dans des conditions déplorables.

S'il est évident que la situation dans laquelle se trouve nos services découle de la politique nationale d'austérité budgétaire, vos choix pris localement posent également des questions. Vous avez ainsi décidé que la Trésorerie de Saint Martin Valmeroux, déjà fragilisée suite aux mouvements nationaux de mutation, pouvait se passer en plus de sa future comptable. L'incompréhension est totale de la part de nos collègues et cette situation donne l'impression entre autres d'une volonté de saborder les services.

FO-DGFiP vous rappelle son attachement au réseau de proximité qui se doit d'être préservé. FO-DGFiP s'oppose aux suppressions d'emplois, exige des moyens nécessaires à l'accomplissement normal de l'ensemble de nos missions à proximité des usagers, redevables et contribuables et demande à ce que soit mis en œuvre un recrutement de fonctionnaires titulaires suffisant pour assurer le fonctionnement normal des services. »

1) Approbation du PV du 16 juin 2016 :

Le PV est approuvé sous réserve d'une modification demandée par FO.

2) Information sur le nouvel organigramme de la Direction :

Le nouvel organigramme mis en place au 01/09/2016, excepté le positionnement de M. JOUVE comme Directeur adjoint et responsable du Pôle Ressources, n'intègre que peu de nouveautés par rapport au précédent.

Selon notre Direction, cet organigramme se trouve être une organisation modèle et novatrice enviée par bien des Départements..... MDR

3) Bilan de la notation 2016 :

241 agents ont été évalués dans le département selon la répartition ci-dessous :

Corps	Cadence moyenne	Mention d'encouragement	Valorisation de 1 mois	Valorisation de 2 mois	Total
Agents	17	3	36	15	71
Contrôleurs	20	5	55	23	103
Géomètres	1	0	2	1	4
Inspecteurs	9	4	24	9	46
Inspecteurs divisionnaires	1	0	10	6	17

Nous ne pouvons qu'être inquiets quant à l'évaluation 2017 dont nous ignorons, à ce jour, les nouvelles modalités.

4) Le DUERP et le Programme Annuel de Prévention (PAP):

Suite à la mise en place d'un groupe de travail le 04/02/2016, le DUERP est passé de 397 lignes à 203 lignes de risques recensés. Cela se traduit par un programme de prévention portant sur 49 risques.

Il ressort de ces documents que peu de risques se retrouvent classés à un niveau élevé. Le principal risque identifié est, comme souligné dans notre déclaration liminaire, la conséquence du manque d'effectifs auquel la Direction n'apporte aucune réponse.

5) Le point sur l'exécution du budget au 31/08/2016 :

Notre budget initial a été amputé de 54 000 € dans le cadre de l'effort de solidarité.

Au 31/08, les autorisations d'engagement (AE) consommées sont de 771 473 €. Les prévisions d'exécution au 31/12/2016 font apparaître un déficit de 84 695 € en AE et de 122 109 € en crédits de paiement.

Cependant la Direction considère qu'il n'y a pas d'inquiétude à avoir...

Nous notons de notre côté :

- des insuffisances en matériel informatique : 25 ordinateurs ont été commandés soit bien loin d'un renouvellement annuel du quart de notre parc informatique comme cela fut la préconisation il y a encore peu de temps. Nous rappelons que le CHS a accepté exceptionnellement de prendre en charge l'achat de 10 écrans, l'achat de ce type de matériel ne relevant pas des crédits du CHS ;

- des insuffisances dans le remboursement des frais de déplacement. Contrairement à ce que pense la Direction d'une part nous ne pouvons pas compter que sur l'esprit civique de nos collègues en préconisant le co-voiturage et d'autre part le remboursement des frais ne constitue en rien une « cagnotte » pour l'agent !

Par exemple, l'agent qui utilise son véhicule personnel et qui transporte d'autres collègues pourrait être remboursé aux frais réels et non sur la base du tarif SNCF.

M. le Président reconnaît qu'une réflexion pourrait être menée sur ce sujet.

- des insuffisances sur la qualité du ménage dans les locaux résultant d'un manque de temps de travail découlant des restrictions budgétaires.

6) La création de deux nouvelles communes :

La Direction nous indique la création de deux nouvelles communes, Neussargues-en-Pinatelle et Neuvéglise-sur-Truyère, qui seront gérées respectivement par les Trésoreries de Murat et Chaudes-Aigues.

7) Questions diverses :

- Travaux sur le bâtiment Q de la Cité administrative d'Aurillac : le SIP, PRS et SIE retrouveront leurs anciens locaux en janvier 2017 comme prévu. A ces services viendront se joindre la BDV, le PCE et le nouveau PCR. P.

De plus le CIO (Centre d'information et d'orientation) rejoindra lui aussi le site et s'installera au troisième étage. Cette arrivée va automatiquement poser des problèmes d'accueil et de sécurité...

- Trésorerie de Saint-Martin-Valmeroux : la Direction n'a pas souhaité répondre à nos questions en nous indiquant que ce sujet relevait de la CAPL.

Les élus Force Ouvrière au Comité Technique Local : Jean-Pierre Moissinac, Dominique Dejou, Sabine Bourgade et Xavier Antony.